



Vendredi 19 février 2015

ALSTOM Transport : le Gouvernement contre l'emploi.

FABIENNE KELLER

SENATRICE
DU BAS-RHIN

SECRETAIRE NATIONALE
« LES REPUBLICAINS »
EN CHARGE DES TRANSPORTS

Ce vendredi 19 février 2016, Alain VIDALIES, Secrétaire d'État en charge des transports nous a fait part de sa décision de **renouveler les trains intercités par l'intermédiaire des appels d'offres et non par l'extension de contrats-cadres signés avec Alstom en 2009.**

Le processus d'appels d'offres va **considérablement retarder la commande effective des nouveaux trains**, ce qui provoquera une période de "creux" de charge et affaiblira considérablement la santé économique des sites de production d'Alstom Transport.

Pire, si cet appel d'offres devait ne pas être remporté par Alstom Transport, chacun pourra craindre **une fermeture définitive des sites Alstom et la mise sur la touche de 8 700 emplois.** Par cette décision, le Gouvernement risque de considérablement affaiblir un réel savoir faire français.

Enfin, cette décision retardera à 2022 l'arrivée des nouveaux trains, alors même qu'avec les contrats-cadres, **les voyageurs auraient pu bénéficier de Corradia Liner dès 2018. Modernes, rapides et confortables, ces nouveaux trains sont considérés par Alstom comme "le petit frère du TGV".**

Je regrette qu'à la prise d'un risque juridique mesuré, le Gouvernement ait préféré la certitude du chômage pour de nombreux employés des sites Alstom-Transport.

Je regrette également que **cette décision ait été prise sans aucune concertation avec les Régions, comme l'atteste ce matin dans la presse Philippe Richert, Président de l'ARF.** Avec 9 de mes collègues sénateurs, nous avons également écrit à Alain Vidalies sans obtenir de réponse. **Ce gouvernement semble devenu sourd à la voix des territoires.**

Par ailleurs, au regard de cette décision lourde de conséquences, l'annonce ce matin de la compensation de 30 rames intercités n'est qu'un faible lot de consolation qui ne pérennise en rien l'emploi à Reichshoffen.

Le Président de la République parle beaucoup de son "combat" contre le chômage et dans le même temps son Gouvernement prend **une décision qui va détruire des emplois et affaiblir considérablement le tissu industriel de nos territoires.**

Contact 06 22 66 45 94